

VALEUR AJOUTÉE RÉELLE PAR ACTIVITÉ

Comme la valeur ajoutée nominale, la valeur ajoutée réelle peut être calculée comme la différence entre la production réelle et la consommation intermédiaire réelle, méthode connue sous le nom de double déflation.

L'un des principaux grands avantages que présente la valeur ajoutée tient au fait qu'elle permet d'éviter les difficultés inhérentes à la mesure de la production brute, brute au sens où elle tient compte de la production réalisée par l'ensemble des unités de production, y compris celles qui produisent des intrants intermédiaires pour d'autres unités. Les pays dont les réseaux de production sont fragmentés auront donc, toutes choses égales par ailleurs, une production plus élevée que ceux dont les réseaux sont plus denses, ce qui rend les comparaisons internationales plus délicates. La mondialisation croissante des réseaux de production observée ces dernières années a encore altéré la comparabilité des données dans le temps et entre les pays. La valeur ajoutée permet d'éviter ce genre de problèmes étant donné qu'elle mesure la valeur qu'une unité résidente ajoute à celle produite par les unités lui fournissant ses intrants.

Définition

Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée aux prix de base peut être simplement définie comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être décomposée entre les composantes suivantes : rétribution des salariés, excédent brut d'exploitation, revenu mixte et autres impôts, minorés des subventions, sur la production.

Dans le *Système de comptabilité nationale* de 1993, il est préconisé d'évaluer la valeur ajoutée aux prix de base, mais celle-ci peut également être mesurée sur différentes bases de prix, notamment sur des prix à la production et au coût des facteurs.

En bref

Le tableau montre comment se sont comportés les différents secteurs de l'économie en 2011 au moment où la crise continuait de peser sur la situation économique. Le secteur de la construction a été celui qui a été le plus durement frappé en 2011, principalement en raison de la baisse du niveau de l'investissement.

Dans le secteur de la construction, des baisses du taux de croissance de plus de 10 % ont été enregistrées en 2011 en Grèce, en Islande, en Irlande et en Slovaquie. Au Chili, en Estonie, en Pologne et en Turquie, le secteur a en revanche bénéficié d'une progression de plus de 10 % et en Chine, cette progression a été de 13,5 %.

Dans l'industrie (y compris l'énergie), les taux de croissance ont généralement été positifs, excepté en particulier en Grèce (- 9,1 %), en Nouvelle-Zélande (- 4,4 %) et en Israël (- 4,1 %). Dans le secteur des services, la croissance a généralement été positive dans les pays de l'OCDE même si la Grèce, l'Islande, l'Irlande, le Portugal et la République slovaque ont vu l'activité reculer dans ce secteur.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale* de 1993 (SCN), à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Néanmoins, tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée aux prix de base. Le Japon utilise des prix qui sont approximativement les prix du marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix à la production et l'Islande et les États-Unis les prix au coût des facteurs.

Les tableaux et graphiques faisant apparaître la ventilation par activité sont fondés sur la classification internationale type CITI Rév. 4, sauf dans le cas du Canada, d'Israël, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, du Nouvelle-Zélande, de la Turquie, des États-Unis, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Fédération de Russie et d'Afrique du Sud, qui utilisent la CITI Rév.3. Les pays effectuent généralement la collecte d'informations en employant leurs propres systèmes de classification des branches d'activité économique. Le passage d'un système national de classification à la CITI peut poser quelques problèmes de comparabilité. Au Japon par exemple, l'activité des hôtels (qui représentent approximativement 2,8 à 3,0 % de la valeur ajoutée) est prise en compte dans les Autres services contrairement au commerce de gros, de détail, etc.. Cela étant, pour la plupart des pays, les activités présentées sont généralement comparables.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux trimestriels, Volume 2011 Numéro 2, Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "STAN R-D : Dépenses de recherche et développement dans l'industrie - Rév 3 2011", *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Valeur ajoutée réelle par activité

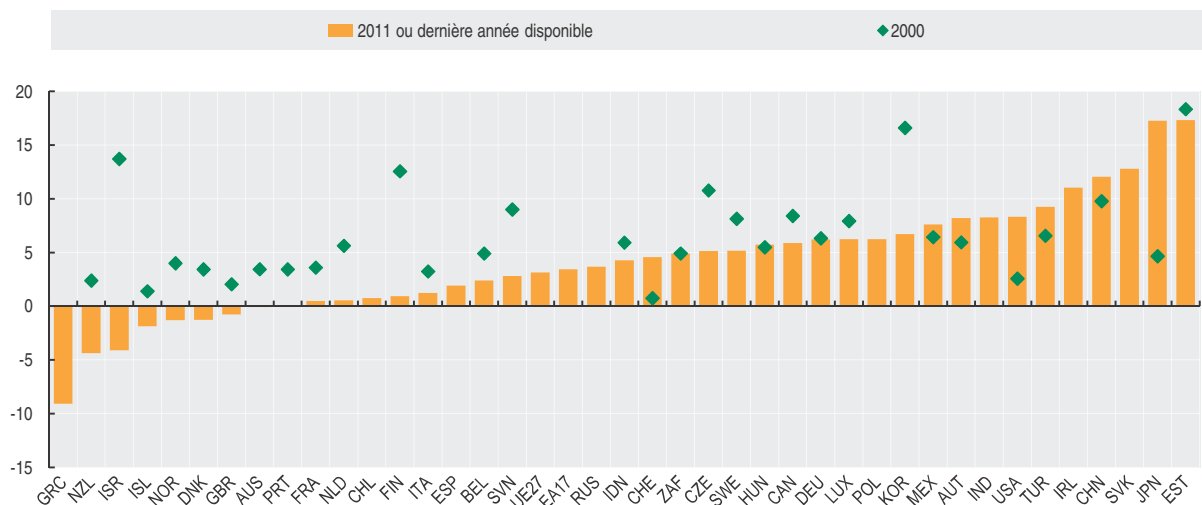
Croissance annuelle en pourcentage

	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche		Industrie incluant l'énergie		Construction		Commerce; transport; hébergements, restaurants; communication		Intermédiation financière, activités immobilières; services aux entreprises		Activités d'autres services	
	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	-3.1	-9.2	6.3	6.2	-2.3	4.6	4.3	2.8	2.9	2.1	1.9	0.6
Australie	3.8	9.1	3.5	-0.1	-14.4	6.3	2.5	1.5	4.5	3.3	3.2	1.5
Autriche	-3.6	15.3	6.0	8.2	0.6	3.5	3.1	1.0	7.5	2.1	-0.3	0.6
Belgique	5.0	7.9	4.9	2.4	5.5	4.8	1.2	2.7	4.2	1.4	3.4	1.4
Canada	-1.8	1.9	8.4	5.9	5.2	7.8	6.0	3.9	5.2	2.2	2.6	2.1
Chili	..	11.8	..	0.8	..	11.1	..	10.2	..	8.5	..	4.5
Corée	1.1	-2.0	16.6	6.7	-4.4	-4.6	13.0	4.6	4.2	1.7	2.0	1.7
Danemark	7.9	0.5	3.4	-1.3	1.0	2.9	7.6	3.1	5.7	1.8	1.5	-0.8
Espagne	..	0.6	..	1.9	..	-3.8	..	1.4	..	1.2	..	0.5
Estonie	16.9	2.6	18.4	17.3	24.9	17.7	7.4	6.9	7.6	-0.2	1.6	2.7
États-Unis	12.9	-3.6	2.6	8.3	3.3	-3.3	6.5	6.0	6.1	1.2	1.2	1.6
Finlande	8.0	3.2	12.6	0.9	0.4	4.6	5.7	3.3	2.9	2.8	1.8	0.8
France	-1.7	3.9	3.6	0.5	5.4	0.0	4.0	2.8	5.9	2.4	0.1	1.0
Grèce	..	2.5	..	-9.1	..	-17.9	..	-8.0	..	-2.9	..	-5.8
Hongrie	-9.6	27.2	5.5	5.7	14.2	-7.8	3.0	0.5	4.7	-2.8	4.6	0.3
Irlande	..	0.9	..	11.0	..	-30.1	..	-3.4	..	0.0	..	-5.0
Islande	-2.1	-8.1	1.4	-1.8	14.2	-14.7	9.1	-3.9	10.2	0.6	1.5	-3.2
Israël	6.6	9.5	13.7	-4.1	-1.3	-0.9	6.8	-2.1	17.0	2.3	1.4	2.9
Italie	-2.3	-0.5	3.2	1.2	4.7	-3.5	6.1	1.1	4.9	1.2	1.5	0.0
Japon	2.1	-7.4	4.7	17.3	-3.5	-0.9	-0.9	1.7	4.1	1.2	2.1	0.5
Luxembourg	-13.0	-1.7	7.9	6.3	1.9	3.6	8.1	4.7	11.0	-0.7	0.8	1.9
Mexique	0.4	3.9	6.4	7.6	4.2	0.0	11.1	9.3	5.5	3.5	2.9	1.4
Norvège	-2.7	-0.9	4.0	-1.3	-0.4	3.9	3.9	2.8	6.4	2.4	0.9	2.1
Nouvelle-Zélande	2.7	0.1	2.4	-4.4	-6.5	-7.9	5.0	-2.3	2.2	3.5	3.3	1.7
Pays-Bas	1.8	1.7	5.6	0.5	3.5	4.8	7.0	2.4	2.0	0.4	1.7	1.5
Pologne	..	-0.3	..	6.3	..	11.8	..	4.0	..	1.2	..	1.0
Portugal	-4.7	2.8	3.4	0.0	6.0	-9.2	6.1	-1.2	1.8	-0.6	3.8	-1.2
République slovaque	..	-20.2	..	12.8	..	2.1	..	-1.7	..	1.5	..	-1.6
République tchèque	1.4	6.5	10.8	5.1	-8.7	-7.2	5.0	-1.6	2.1	2.0	0.7	2.3
Royaume-Uni	..	..	2.1	-0.8	1.1	3.1	6.2	0.6	6.2	1.5	3.2	1.3
Slovénie	1.3	-2.3	9.0	2.8	-1.0	-20.3	4.7	0.7	3.7	0.8	2.4	1.2
Suède	2.6	1.1	8.1	5.2	1.4	8.8	5.2	5.7	6.2	4.8	1.6	1.6
Suisse	7.8	-3.0	0.8	4.6	-0.1	6.9	6.0	5.6	5.1	0.0	2.1	1.4
Turquie	7.1	5.3	6.6	9.2	4.9	11.2	9.8	10.9	4.2	7.7	1.6	4.1
Zone euro	..	1.7	..	3.4	..	-1.0	..	1.7	..	1.4	..	0.5
UE-27	..	2.7	..	3.1	..	0.1	..	1.7	..	1.4	..	0.6
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	4.7	0.9	4.9	4.9	5.6	1.5	8.1	2.5	3.2	1.9	0.6	2.3
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2.4	4.3	9.8	12.1	5.7	13.5	9.0	12.3	6.8	8.5	13.0	7.9
Fédération de Russie	..	15.7	..	3.7	..	4.7	..	4.2	..	3.6	..	1.7
Inde	..	0.5	..	8.3	..	7.0	..	6.7	..	9.1	..	13.1
Indonésie	1.9	2.9	5.9	4.3	5.6	7.0	6.6	10.3	4.6	5.7	2.3	6.0

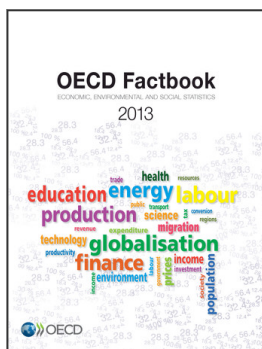
1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712702>

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie incluant l'énergie

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712721>



Extrait de :
OECD Factbook 2013
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Valeur ajoutée réelle par activité », dans *OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2013-20-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.